
JEAN-MARC FERRY

Université de Nantes

jean-marc.ferry@univ-nantes.fr

TELOS, NOMOS, ETHOS. QUEL SENS PHILOSOPHIQUE DE L'EUROPE POLITIQUE ?

abstract

After World War II, the project of an European Political Union seems to have been developing in a quite opposite spirit to that in which a renowned master of thought such as Husserl in his famous 1935 Vienna Lecture had appealed to a “Philosophical Europe”, while calling the “European humanity” to a “heroism of reason”, in order to prevent western rationalism from getting bogged down in objectivism and naturalism. There is a sharp contrast between this idealism and the realism of the pioneers of the European construction, a process dominated by economicism, functionalism, technocracy; a “cold” process par excellence, hardly capable of nourishing political passions, and even less likely to arouse philosophic enthusiasms. Yet what is at stake is the big post-national transformation, probably more important than the French Revolution was for its contemporaries. The very legacy of the Enlightenment’s main idea – the cosmo-political idea – is at stake behind the “coldness” of the transnational integration process. In this respect a normative approach to the European project sheds light on its philosophical dimension.

keywords

Europe, Philosophy, Husserl, Enlightenment, Transnational Integration

**1.
1945-2015 :
L'Europe, de
l'après-guerre à
l'après-crise**

“La guerre fait ressortir les plus mauvais côtés de l'être humain... comme la haine... On exprime les pires côtés de soi”. Cette parole, je l'ai reçue d'un habitant des îles Falkland, qui avait vécu la “guerre des Malouines” entre l'Argentine et le Royaume Uni, en 1982. Parole simple et vraie. Pourtant, la pensée qu'elle porte n'est pas, loin s'en faut, le dernier mot de la question. Le ressentiment, la peur, la colère, la haine, le malheur, l'incommensurable cortège des horreurs, terreurs et épreuves qui accompagnèrent “notre” Seconde Guerre Mondiale, de Auschwitz à Stalingrad et de Berlin à Yalta, configurent les expériences négatives d'où l'humanité européenne a tiré la puissante impulsion de son unité à construire. Il est troublant de devoir admettre que les grandes tentatives d'établir une paix durable sur un ordre de justice internationale n'ont vu chaque fois le jour, au XX^{ème} siècle, qu'après ces effroyables épreuves que représentent pour l'humanité les deux guerres mondiales; déroutant d'être conduit même à supposer que les horreurs d'avant-45 sont une matière d'expérience morale, politique, voire spirituelle ou religieuse, sans laquelle ne se seraient sans doute pas ancrées les intuitions, convictions, exigences, normes et valeurs que nous associons maintenant aux combats pour le respect des droits humains; car fallait-il que l'humanité européenne fit donc l'expérience de la vie déchirée, détruite, pour qu'émergeât la conscience d'une responsabilité à assumer à l'égard du passé, assortie d'une résolution pratique pour l'avenir: mettre toutes ses forces politiques en œuvre pour qu'une telle fatalité ne se répète plus, lever enfin cette “causalité du destin”, puissance du ressentiment qui enchaîne les représailles sans terme visible à la soif de vengeance?

Encore que certains esprits, plus pessimistes ou plus lucides, retiennent la décourageante hypothèse offerte par Freud en réponse à la question d'Einstein: “Existe-t-il un moyen d'affranchir les hommes de la menace de guerre?”. Leur correspondance (1933) trahit la grande inquiétude face au risque pantoclastique qui se concrétisera avec Hiroshima. C'est l'hypothèse d'une puissance irrémédiable, une pulsion, expliquait Freud, qui “agit au sein de tout être vivant et [...] tend à le vouer à la ruine, à ramener la vie à l'état de matière inanimée”: *Thanatos*, invincible compulsion de mort et de destruction, tout aussi originaire qu'*Eros*, force d'amour et de vie. Freud parlait d'un éternel combat entre ces deux “géants immortels”... L'Europe d'aujourd'hui s'illusionnerait-elle alors, en se croyant enfin sortie de la préhistoire d'une humanité qui ne se produit et reproduit qu'à travers des guerres en chaîne? Les récents ébranlements, tant à la périphérie de l'Union qu'à l'intérieur de nos cités, font douter de l'espoir “kantien” que l'on avait cru pouvoir placer dans une paix européenne en tant que “paix perpétuelle”. En 1795 était publié le “traité” du grand *Aufklärer*, et il fallut attendre

cent cinquante ans pour que s'annonce l'espoir concret d'une fin des guerres européennes et le départ d'une construction chargée de promesse: celle d'une "union toujours plus étroite entre les peuples d'Europe". 1945, donc: à cette époque, l'état d'esprit des partisans d'une construction européenne s'était distancié du geste idéaliste qui, dix ans auparavant, en appelait à une Europe "spirituelle" ou "philosophique". Je pense à la conférence prononcée à Vienne, en 1935, par Edmund Husserl pour qui *l'eurologie est l'avenir de la philosophie*. Or, au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale bien des philosophes préférèrent l'action. Ils ne croient plus, pour la plupart, à la force de l'Idée seule, pensant devoir plutôt continuer la guerre à leur manière; car, ainsi qu'avait dit à peu près Jean Starobinski, lors des premières Rencontres internationales de Genève, en 1946, l'anti-Europe est dans l'Europe! – comprenez: le totalitarisme et tous les démons qui vont avec sont bel et bien le fait de l'Europe, et ces démons ne sont pas extirpés du cœur des nations. Il fallait exorciser l'Europe, relayer la victoire militaire par le combat intérieur. Chez des intellectuels militants d'alors la cause européenne s'entendait avant tout comme une lutte à mort contre le mal politique, volontiers identifié à un fascisme résiduel, réprimé mais résistant. Pendant ce temps, les "pères" de la construction européenne, Schuman, Adenauer, Monnet, Spinelli, Spaak, Beyen, De Gasperi, adeptes des "Etats-Unis d'Europe", épaulés par des hauts fonctionnaires de l'ombre et puissamment soutenus par les Etats-Unis d'Amérique, engageaient le processus sur la voie pragmatique d'une Communauté économique, destinée à solidariser une bonne fois les ennemis de naguère...

Autant de circonstances qui, dès le départ, ont pu faire oublier la dimension philosophique du projet européen. C'est à juste titre que, par rapport à cette histoire, Etienne Tassin a pu suggérer que le problème est alors de savoir si l'Europe n'est pas autre chose qu'une simple volonté de puissance. Reconnaissons toutefois qu'en déclarant que l'anti-Europe est dans l'Europe Jean Starobinski faisait fond sur un concept normatif, sans doute rejoint en cela par Karl Jaspers et Maurice Merleau-Ponty, qui étaient présents aux fameuses Rencontres de Genève. Oui, l'Europe, qu'elle soit politique ou philosophique, est davantage qu'un fait géographique ou même culturel. Si le sens qui parle à travers son idée a été opacifié, il n'a pas quitté l'imaginaire du projet européen. Mais un problème tient à ce que l'invocation de cet imaginaire devient contre-productive. Elle rend un son d'autant plus creux qu'aucune proposition de sens un tant soit peu consistante ne vient colmater le vide. Ce n'est pas surprenant, dans la mesure où, durablement après la Seconde Guerre, les références philosophiques se sont partagées entre des variantes du marxisme et les masques de celui qu'en conversation privée Habermas a pu malicieusement désigner comme "le plus grand philosophe français de la seconde moitié du XX^{ème} siècle": Martin Heidegger. En mode rustique disons que l'Europe n'était censément que le pion antisoviétique de l'impérialisme américain, à moins qu'elle ne soit l'otage d'une collusion objective des deux blocs antagoniques pour accomplir le *Gestell*, «projet» technologique de maîtrise totale de l'étant. Bien sûr, on fait exception pour le courant personnaliste d'*Esprit*: Robert Aron, Daniel-Rops, Alexandre Marc, Denis de Rougemont, philosophe de l'Europe et de l'amour, qui, profondément choqué par Hiroshima, a su décrypter une volonté de mort, cachée par Eros (le "péril de Tristan"), et Thierry Maulnier dont l'essai méconnu sur les *Mythes socialistes* représente la contribution la plus pénétrante à une critique des compromissions intellectuelles avec les deux totalitarismes européens, hitlérisme et stalinisme confrontés l'un à l'autre quant à leur force d'attraction. Ailleurs, les intellectuels français d'après-Guerre n'ont accordé qu'un faible intérêt positif à la question européenne. C'est lorsque la chute du Mur sonna la fin du "court XX^{ème} siècle" (1914-1990), que des héritiers de Claude Lefort et de Raymond Aron se sont éveillés au "problème européen", mais souvent pour défendre la nation: derrière les évocations de Rousseau et Péguy travaillaient aussi les influences de Joseph de Maistre et de Carl Schmitt. Cependant, la question européenne est en passe de constituer la première ligne de clivage

politique. Elle fracture gauches et droites *en leur sein*, tandis que les médians comme les extrêmes auraient des raisons de s'accorder, voire de s'unir en chassé-croisé, n'était le non-dit qui les tient attachés à leur camp d'origine. L'Europe divisée, aujourd'hui, autant et plus qu'elle unit, parce qu'avec l'écroulement du bloc soviétique sa légitimation première, fondatrice: *la paix*, est passée à l'arrière-plan.

A la suite du 11 septembre 2001 l'Administration Bush déclare « la guerre contre le terrorisme ». Iraq, Afghanistan, Syrie... L'enchaînement des opérations militaires engage l'Europe presque malgré elle. Le 7 janvier 2015, le monde des démocraties est frappé par la sauvagerie criminelle d'un terrorisme avide de guerre civile mondiale. *Thanatos*, encore... A ce défi l'efficacité administrative de la réaction politique française contraste avec son indigence idéologique. Ce n'est pas la grande manifestation qui est en cause, mais sa récupération par un républicanisme de combat, animé d'un fantasme de guerre juste et francocentré sur une laïcité érigée en rempart contre le fanatisme. Quinze jours après le 11 janvier, ce n'est plus Paris mais Athènes qui occupait l'avant-scène médiatique. La victoire électorale de Syriza et de son jeune leader, Alexis Tsipras, jeta le trouble chez ces mêmes partis gouvernementaux qui avaient cru devoir défendre la déflation imposée par la troïka aux Etats du Sud de la zone euro. Entre les emphases laïcistes du républicanisme français et les inepties monétaristes du libéralisme européen il n'y a apparemment pas d'accointance, *si ce n'est* que l'un et l'autre, chacun à sa façon, cautionnent les penchants d'un moralisme répressif. Qu'une police des pratiques addictives, des phrases politiquement incorrectes et opinions nauséabondes vienne remplacer le principal de la politique nationale que par l'autre bout la gouvernance européenne formate en dehors des canaux délibératifs, tout en laissant à quelques zélotes des équilibres comptables le soin d'appuyer les coups de semonce aux Etats surendettés qui n'auraient pas fait encore assez d'efforts pour mourir guéris, c'est là un signe de ce que l'Europe est en passe de se vider de sa substance politique, déjà pour n'avoir toujours pas su relever son double défi actuel : défi de l'intégration et défi de la mondialisation.

Sous des dehors économiques, le défi à l'Europe, à l'instar de la crise européenne, est philosophique en son fond. Il requiert de l'Union qu'elle se profile, quant à son ordre interne, comme un modèle d'avenir pour une intégration politique horizontale, fondée sur des pratiques régulières de concertation coopérative entre Etats cosouverains, *solidairement coresponsables* ; et, dans l'ordre international, comme le champion mondial de la *grande transition*, celle qui se joue dans les domaines clés de l'énergie, de l'humanitaire, de l'environnement, du développement africain, d'une Union euro-méditerranéenne et d'une paix fondée sur un ordre de justice ; qu'ainsi elle appelle ses peuples à soutenir une mission à hauteur philosophique et politique des leçons à tirer des catastrophes passées. S'il est encore permis de relier le projet actuel à l'idéal kantien d'une "paix perpétuelle" fondée sur une "union cosmopolitique", ainsi qu'à l'appel husserlien vers une "Europe philosophique" portée par une "humanité européenne" à hauteur de sa mission, c'est pour autant que l'activation du rêve, déjà ancien, d'une "Europe Une", comme disait Nietzsche, n'altère pas le caractère inouï, voire la rupture que représentent Auschwitz et, différemment, Hiroshima. Ces événements ont fait surgir un élément irréductible aux planifications de l'avenir. Ils invitent à envisager avec prudence la promesse de pérennité d'une paix européenne qui serait le prélude à une paix perpétuelle. Mais réalisme n'est pas défaitisme: l'irréductibilité de la Catastrophe ne décline pas les idéaux philosophiques européens. Il les met plutôt en rappel sous un nouveau regard, par quoi l'on est invité à rechercher d'autres ressources, pour le maintien de l'idéal, que la certitude de la raison. Souhaitons que les soixante-dix années écoulées depuis la Seconde Guerre mondiale aient assez mûri le regard rétrospectif sur les grandes tribulations du XX^{ème} siècle pour que l'Europe soit en mesure de transmettre son expérience au monde – sans arrogance mais aussi sans honte.

Cependant, un préalable au défi européen est déjà de surmonter le malaise européen. “Crépuscule des idoles” et “Mort de Dieu” (Friedrich Nietzsche), “Déclin de l’Occident” (Oswald Spengler), “désenchantement du monde” et “perte de sens” (Max Weber), “malaise dans la civilisation” (Sigmund Freud). On peut faire remonter cette *Stimmung* au romantisme tardif de la fin du 19^{ème} siècle. C’est comme un pressentiment de ce qui allait se produire durant la première moitié du 20^{ème} siècle européen, haute époque des nationalismes sectaires, xénophobes, voire bellicistes et racistes, jalonnée par les guerres totales, les meurtres de masse et les crises sociales qui ont ébranlé notre continent au point que bien de têtes pensantes y ont pu voir la marque de sa faillite et de son irréversible déclin. La deuxième moitié du siècle écoulé s’en montrait traumatisée, encore dans les années 50, 60 et 70, à travers les thèmes du “triomphe de la Technique” (Martin Heidegger), de l’ “Homme unidimensionnel” (Herbert Marcuse), du “règne de la raison instrumentale” (Max Horkheimer), de la “société administrée” (Theodor Adorno), de la “crise de la culture” (Hannah Arendt), et plus récemment, chez nous, de façon épigonale, l’ “ère du vide” (Gilles Lipovetski) ou la “défaite de la pensée” (Alain Finkielkraut): ces thèmes situent le malaise “fin de siècle” d’intellectuels préoccupés par le destin de la civilisation européenne.

Pour beaucoup d’intellectuels européens après la Seconde Guerre, l’idée d’Europe et, comme disait Husserl, d’une “Europe spirituelle”, porteuse de l’Universel – cette “Europe philosophique” est morte. Aurait eu finalement raison d’elle une modernité marquée du sceau de la raison instrumentale, du désenchantement du monde et de l’individualisme possessif (Taylor 1994). Dès le départ, en un sens, le malaise de la modernité est européen. Mais ce n’est pas cela qu’on entend, lorsque l’on parle aujourd’hui d’un “malaise européen”. Presque au contraire, car, au lendemain de la Guerre, le projet européen et, partant, l’Europe politique pouvait apparaître comme une rédemption de l’Europe philosophique déçue. On rêvait d’une Europe de combat, capable d’éradiquer le fascisme, une Europe de la liberté, de la prospérité et de la paix, qu’il s’agit de “construire” en même temps et dans le même mouvement que l’on doit “reconstruire” les nations éprouvées.

La *paix*, la *liberté* et la *prospérité* dans la *justice*: voilà l’utopie, mais une utopie réaliste, car les pionniers de la construction européenne entendaient engager cette construction d’une manière pragmatique, en solidarissant définitivement France et Allemagne par l’économie. Travaillait en arrière-plan l’imaginaire des “deux Francs” de Charlemagne, *Francia occidentalis* et *Francia orientalis*, enfin réunies. Leur union est le pivot de l’intégration européenne, le cœur de l’Europe Une, rêvée par Nietzsche à la fin des années 1880 – Nietzsche pour qui “L’union économique de l’Europe vient avec nécessité [*die wirtschaftliche Einigung Europas kommt mit Notwendigkeit*]”.

“L’union économique de l’Europe”: ce rêve de visionnaire fut l’utopie réaliste de Schuman, dont Monnet et ses successeurs firent une réalité. Le “malaise européen” advint, quant à lui, quelque quarante ans après le traité de Paris (1951), lorsqu’à la surprise de la classe politique les Français approuvèrent le traité de Maastricht (1992) de très grande justesse. C’était comme un coup de semonce avant le traumatisme des “non” français et néerlandais au projet de Constitution pour l’Union européenne. En 2005, donc, le projet européen avait perdu son aura. “L’Europe” était clairement en passe de devenir le mauvais objet politique par excellence. Puis ce fut la crise américaine de 2008, suivie de la crise proprement européenne de 2011 et son cortège de mesures dites de “rigueur”, qui sont proprement déflationnistes. On les soupçonne d’organiser en zone euro la stagnation, voire la récession économique assortie d’une régression sociale. Là, le malaise européen paraît avoir atteint son paroxysme. De plus en plus clairement se précise la perspective “scandaleuse” de l’échec du projet européen, de son désaveu par les Européens eux-mêmes. C’est qu’aujourd’hui, plus que jamais, fait défaut une perspective d’avenir qui puisse encore conférer à ce projet une dimension de sens assez forte pour motiver l’adhésion.

2. Sur le sens du projet européen: Telos, Nomos, Ethos

Chacune et chacun d'entre nous peut avoir son idée sur le sens du projet européen. Mais le problème est de parvenir à un sens *stabilisé et partagé*. Au risque de heurter, je dirais que la détermination d'un tel sens ne relève pas initialement d'un consensus des citoyens d'Europe, d'ailleurs, d'autant plus problématique qu'un espace proprement européen de délibération publique et civique n'existe toujours pas. Déterminer le sens du projet européen, c'est d'abord affaire de réflexion. L'avènement d'un espace de démocratie délibérative, que l'on peut sans doute souhaiter pour l'Union européenne, a lui-même besoin d'un horizon consistant. C'est toute l'ambition que j'assigne, pour ma part, à une "Philosophie de l'Europe": parvenir à profiler un tel horizon, pour le soumettre à la critique publique. Trois éléments permettent, à mon avis, de poser le problème européen: le *Telos*, c'est-à-dire le but, la finalité de l'intégration; le *Nomos*, c'est-à-dire la loi fondamentale ou la structure juridique de base de l'Union; l'*Ethos*, c'est-à-dire les valeurs et attitudes caractéristiques de la philosophie de la construction.

3. Le Telos

L'Europe politique connaît une triple crise : crise technique de gouvernance économique; crise éthique de solidarité et de coresponsabilité politiques; crise historique de légitimation du projet européen lui-même. Au fondement de ce projet, on l'a dit, était le motif de la paix entre les nations d'Europe, assorti de l'idéal d'une Europe Une, réconciliée, libre et prospère. Or, la motivation pour une Europe Une paraît avoir perdu de sa force. La légitimation première d'une *paix européenne* évoquant l'idée kantienne de "paix perpétuelle" semble être passée à l'arrière-plan. Il y a à cela des raisons historiques dont la principale est sans doute l'effondrement du bloc soviétique, la fin proclamée du "monde bipolaire", l'éloignement corrélatif de la grande menace de conflagration totale. C'est comme si le motif fondateur, inaugural de la construction européenne s'était écroulé avec le Mur de Berlin. Du moins peut-on parler d'une "érosion" de ce motif dans les têtes et les cœurs des Européens. Cependant, la communication politique n'a pas su proposer une légitimation de relève pour le projet européen. Celui-ci s'est alors progressivement vidé de sa substance. La poursuite du processus peut susciter l'impression d'une continuation abstraite, déconnectée des motivations civiques. L'opacité du but poursuivi par l'intégration communautaire se double de divergences entre les peuples sur le sens de l'Europe, la signification pratique de l'être-européen. Le défi actuel est cependant clair. C'est la *mondialisation*, avec un enjeu qui conditionne et actualise le *télos*, la finalité de l'intégration: adaptation économique pure et simple, ou reconquête politique d'un métapouvoir écofinancier qui ne connaît d'autre loi que celle des marchés? Les positions relatives au sens de l'Europe politique se structurent aujourd'hui en fonction des réponses données à cette question. Quatre position idéales-typiques se dessinent.

Missions imputées à l'Union	<i>Adaptation économique</i>	<i>Rattrapage politique</i>
Jugements portés sur la mondialisation	Transmission des règles de la gouvernance mondiale et gestion des opinions publiques	Instauration de minimas sociaux transeuropéens et domestication des marchés mondiaux
<i>Evaluation négative</i>	1 Repli sur le national (souverainisme)	3 Europe-forteresse (supranationalisme)
<i>Evaluation positive</i>	2 Grand Marché (néolibéralisme)	4 Union transnationale (cosmopolitisme)

1) Si l'on estime que l'intégration européenne a pour seule ou principale fonction l'adaptation économique à la mondialisation, alors: ou bien on pense que la mondialisation est une

mauvaise chose, et l'on épouse une position souverainiste de repli sur le national; ou bien on pense que la mondialisation est une bonne chose, et l'on adhère à une position néolibérale d'affirmation du Grand Marché.

- 2) Si l'on estime, en revanche, que l'intégration européenne a pour mission la reconquête politique de la mondialisation économique, alors ou bien on pense que la mondialisation est avant tout une menace dont il convient de se protéger, et l'on s'oriente vers le schéma supranational-étatiste d'une Europe-forteresse; ou bien on pense que la mondialisation peut être une bonne opportunité qu'il faut plutôt domestiquer, et l'on fait fond sur le principe d'une union transnationale, cosmopolitique dans son principe, non étatique mais dotée d'une Autorité communautaire forte.

La position (4) me semble représenter la spécificité du *Nomos* propre à l'Europe politique. L'Union transnationale requiert certes une Autorité communautaire. Mais autorité n'est pas souveraineté. Les Etats membres restent souverains. L'Union est postétatique. Sa structure de base repose sur la différenciation et l'articulation de trois "niveaux de relations du droit public":

**4.
Le Nomos**

NIVEAUX DE DROIT	TYPE JURIDIQUE	PRINCIPE POLITIQUE	RELATIONS	GARANTIE STATUTAIRE
1 ^{er} niveau Nations Interne	Droit étatique <i>Ius civitatis</i> , <i>Staatsrecht</i> , <i>Staatsbürgerrecht</i>	Isopolitie Républicaine Etat de droit démocratique	Entre nationaux Intraétatiques	Droits fondamentaux des individus droits de l'homme
2 ^{ème} niveau Fédération Externe (internalisé)	Droit confédéral <i>Ius gentium</i> , <i>Völkerrecht</i>	Fédération d'Etats ou Libre fédéralisme	Entre nations Interétatiques	Droits fondamentaux des peuples et des Etats droits des gens
3 ^{ème} niveau Union Transversal	Droit des citoyens du monde <i>Ius cosmopolitanicum</i> , <i>Weltbürgerrecht</i>	Union cosmopolite	Entre ressortissants de l'Union Intracommuna- utaires	Droits des étrangers citoyens de l'Union droit cosmopolitique

- Un niveau interne ou national (*Ius civitatis*, *Staatsrecht* ou *Staatsbürgerrecht*), qui règle les relations entre nationaux au sein de chaque Etat membre. Là, il est requis que les Etats membres doivent présenter les qualités de l'Etat de droit démocratique.
- Un niveau externe, international communautarisé (*Ius gentium*, *Völkerrecht*), qui règle les relations entre les nations membres au sein de la fédération. Là, il est prévu que le droit des peuples (ou droit des gens) doit être assis sur un "libre fédéralisme", une Fédération d'Etats qui restent souverains.
- Un niveau transnational (*Ius cosmopolitanicum*, *Weltbürgerrecht*), qui règle les relations horizontales entre les citoyens de l'Union, ainsi qu'entre les "expatriés" et les Etats d'accueil. Là, il est stipulé que le droit des citoyens du monde – en attendant, ceux de l'Union européenne – jouissent d'un droit de libre circulation et de libre installation sur tout l'espace de l'Union.

Il convient toutefois d'assortir la référence cosmopolitique à une réserve de taille. Non seulement l'Union européenne doit assumer un principe de fermeture, mais elle doit en outre tenir compte d'un environnement non pacifié ainsi que de l'existence de puissances non politiques qui font peser une menace réelle: menace de subversion des Etats par les

marchés, du politique par l'économique. Or, les nations d'Europe ont besoin d'une Union forte pour se prémunir contre les tsunamis d'une mondialisation sauvage. Aussi l'Union a-t-elle pour mission actuelle et première de protéger ses Etats. Cela veut dire, d'abord: protéger les "synthèses" élaborées chez ceux de ses Etats membres – tous en principe sinon dans les faits – qui ont su réaliser en eux, incarner la formule de l'Etat de droit démocratique. A ce point de jonction du *Nomos* et du *Telos* de l'Europe politique, vient à se poser plus nettement la question de l'*Ethos*.

5. Pour instruire cette question, il me faut recueillir des éléments qui ressortissent à l'*Europe historique* et à l'*Europe philosophique*.
L'*Ethos* Du côté de l'*Europe historique*, il s'agit d'un legs civilisationnel. D'une part, l'espace européen s'est structuré verticalement (à l'âge moderne) sur le principe de *Souveraineté*. D'autre part, cet espace a connu une diffusion horizontale des principes de *Civilité*, de *Légalité*, de *Publicité*. L'épanouissement de ces trois principes est essentiel à la culture publique européenne. Leur émergence est historiquement liée à des "vagues" de civilisation transversales: la civilisation des mœurs, première vague de l'humanisme moderne au 16^e siècle, a porté le principe de la *Civilité*; puis la civilisation des Lumières, aux 17^e et 18^e siècles, a porté respectivement les principes de la *Légalité* et de la *Publicité*. Organisés historiquement sous le principe de *Souveraineté*, les principes de *Civilité*, puis de *Légalité* et de *Publicité*, ont procuré les ingrédients de l'Etat de droit démocratique, avec ses deux pôles caractéristiques: le pôle républicain de l'autonomie civique (*souveraineté populaire*), ou "pôle du Commun", et le pôle libéral de la justice politique (droits fondamentaux), ou "pôle de l'Universel". Dans la mesure où les deux pôles en tension ont pu s'harmoniser sous la médiation d'un *espace public* bien structuré, une culture publique a pu se former par delà le particularisme des visions du monde. Cela nous porte vers la notion d'*Europe philosophique*. La notion d'*Europe philosophique* évoque directement la figure d'Edmund Husserl. On pense au Husserl de la *Krisis*, singulièrement, celui de la Conférence de Vienne (1935) sur "La crise de l'humanité européenne et la philosophie". Husserl était convaincu, on l'a dit, que l'eurologie est l'avenir de la philosophie. L'Esprit d'Europe est la philosophie et réciproquement. L'humanité européenne est l'idée d'une disposition à former des projets dont la réalisation présupposerait une tâche infinie. Ainsi l'avait par ailleurs exprimé Hegel, à sa manière, par cette phrase profonde: "En Europe, ce qui compte, c'est cette marche de la vie vers plus loin qu'elle-même". On pense au drame de la raison, mis en scène dans ce maître-ouvrage qu'est la *Phénoménologie de l'Esprit* (1807). L'Esprit n'est réellement vivant, selon Hegel, qu'en acceptant sans cesse de mourir à une position installée, faute de quoi l'Esprit se fige. Il meurt, s'il persiste dans une identité substantielle qui n'est en réalité qu'un moment du chemin de la vérité. Cette "marche de la vie vers plus loin qu'elle-même" se lie, chez Hegel, au thème de l'être-hors-de-soi, lequel fait signe vers le schème important de la *reconnaissance de soi dans l'autre*, figure de l'amour et de l'absolu. Il s'agit d'une notion pour laquelle des penseurs tout contemporains nous suggèrent des spécifications intéressantes. Je pense à des réflexions de Paul Ricœur à propos d'un "nouvel éthos européen". A ce sujet, Paul Ricœur avait mis en exergue le triptyque: traduction/croisement des récits/pardon. "La traduction [...] est la seule manière de manifester l'universalité du langage dans la dispersion des langues. La narration croisée [...] est la seule manière d'ouvrir la mémoire des uns sur celle des autres; le pardon [...] est la seule manière de briser la dette et l'oubli et ainsi

de lever les obstacles à l'exercice de la justice et de la reconnaissance" (Ricœur, 1992). Sans doute, lorsque l'on parle d'«Europe cosmopolitique», la référence première est faite au Kant de *La Paix perpétuelle* (1795). Cela se justifie en regard du *Nomos* et du *Telos* de l'Union européenne. Mais en approfondissant la question de l'Europe politique en direction de l'*Ethos*, de son idée éthique, d'autres références permettent de profiler un principe de reconnaissance original. Comprenons que les guerres européennes peuvent être lues comme des luttes à mort pour la reconnaissance. Entre les peuples ennemis la reconnaissance *réci-proque* qui peut advenir (suivant la dialectique) est un préalable à la reconnaissance *commune* des principes susceptibles de fédérer, dans le cadre d'un espace commun, ces peuples jadis opposés. Pour que, cependant, la réconciliation soit effective, il faut parvenir à une reconnaissance de soi dans l'autre, ou reconnaissance "absolue", ce qui présuppose non seulement une culture politique commune, mais en outre une mémoire historique partagée, un partage des mémoires nationales. Cela ne peut advenir qu'au terme d'une démarche autoréflexive et intersubjective, décentrée vers autrui et autocritique. Seule cette capacité permet d'ouvrir la mémoire propre aux mémoires différentes, voire divergentes, des protagonistes, ce qui est le propre d'une éthique reconstructive.

Après ces considérations sur ce que je pense être "le sens" du projet européen, on peut s'interroger sur ce qui, d'un point de vue méthodologique ou épistémologique, pourrait justifier une telle approche *normative* de la question. Il est courant, dans nos disciplines, de considérer qu'une démarche scientifique a pour tâche de *décrire* les dispositifs en vigueur, afin d'*expliquer* la façon dont procède l'intégration dans l'Union. On invoque alors une estimable «neutralité axiologique» pour justifier que le chercheur s'abstienne d'évaluer le processus, ce qui supposerait de sa part la prétention de savoir ce qu'il *doit en être du sens* du projet européen, c'est-à-dire de *comprendre* en un sens normatif. Ainsi, d'ailleurs, Hegel avait-il pu, en Introduction à ses *Principes de la philosophie du droit*, déclarer qu'il s'agit pour lui de montrer non pas ce qu'il doit en être de l'Etat, mais la façon dont l'Etat *doit être compris*. C'est à cette ambition que je rattache mon propos, ambition normative qui, sans prendre ombrage d'une démarche qui se prévaudrait de l'esprit scientifique, dit "positif", se veut cependant objective en son genre. Dans un contexte de positivisme ambiant, c'est là une position dont la défense est délicate.

Comprendre, donc, le "sens objectif" du processus européen, en incluant dans cette compréhension la dimension du *Telos*, de la destination, en réponse à la question: *Quo vadis, Europa?* – Comment peut-on soutenir une telle prétention?

Le modèle méthodologique est celui d'une herméneutique critique: on cherche à «lire» dans le processus réel, et en tenant compte, bien sûr, des dispositions du droit européen, le *principe politique* qui s'en dégage; et ce principe relie inséparablement les trois éléments précédemment évoqués: le *Telos*, le *Nomos* et l'*Ethos*.

Quel est alors ce "principe politique" plus ou moins latent? – C'est le principe d'une Union transnationale et interétatique, qui repose sur une co-souveraineté de ses membres. Dans ce cas, si l'on peut cependant parler d'un "Etat européen", c'est dans un sens non conventionnel, post-étatique. L'Etat européen ne ressemble pas à l'Etat national. L'Union européenne n'est donc pas une République fédérale inachevée. Croire cela, croire que le processus européen aurait pour destination naturelle l'édification d'un Etat fédéral supranational, a été et est encore la grande illusion des européistes, celle des prétendus "Etats-Unis d'Europe". Cependant, les Etats-Unis d'Amérique – Tocqueville ne s'y était pas trompé – *sont* une nation. A propos de l'Union américaine, Tocqueville parlait d'un "Etat fédéral national". Tel ne saurait être le cas de l'Union européenne, *si*, du moins, la poursuite factuelle de son processus d'intégration développe le principe politique que plus de quarante ans de pratique

6. Aspects méthodologiques

semblaient avoir stabilisé; si, par conséquent, la gouvernance européenne, marquée par ladite "méthode communautaire", a, en conséquence des principes constitutifs de l'Union, érigé en solide acquis communautaire le schéma horizontal d'intégration. Ce schéma original repose sur la concertation des Etats membres, la coordination de leurs politiques publiques et leur coopération paritaire, plutôt que sur leur subordination à un métapouvoir.

Mais les dérives sont toujours possibles, et les tentations, elles, en sont bien réelles, que l'on appelle à "plus d'Europe" pour sortir de la crise, et donc, à franchir enfin "le rubicon fédéral" pour accélérer les transferts des souverainetés à l'échelon supranational; ou que l'on impute à l'Union les effets jugés délétères de l'ouverture des frontières pour préconiser un retour sur le national. Souverainisme national ou supranationalisme fédéral, ces deux tentations symétriques contredisent ce qui m'apparaît comme l'authentique principe de l'intégration européenne; partant, le principe philosophique de l'Union.

Une telle vue des choses, qui consiste à affirmer un «authentique» principe politique pour l'Union européenne, est-elle "falsifiable"? Ou s'immuniserait-elle, comme par construction, contre la réfutation de contre-expériences et de contre-arguments?

La question de la "falsification" poppérienne, en la matière, est certes délicate. Elle ne peut être que partielle et seulement présomptive. A ce titre, je prends le risque d'une "prédiction" au sens où on entend ce mot dans le langage de la théorie des sciences: il est convenu de dire ou prédire que, si l'Europe succombe à la tentation du repli sur le national, alors c'est la mort du projet européen. Une telle prédiction est presque tautologique. Mais elle ne l'est plus, lorsque l'on dit ou prédit que, si l'Europe tombe dans la dérive inverse: celle d'un Etat supranational qui court-circuite les procédures horizontales de concertation et de coordination, alors le projet cessera d'être viable. Il sera tôt ou tard désavoué par les citoyens d'Europe, et l'échec de l'intégration sera consommé.

Ni souverainisme national, ni fédéralisme supranational, l'appel à une Europe politique nous indique la voie étroite, difficile, sans précédent, d'une cosouveraineté bien ordonnée. Tel est, à mon sens, le premier défi européen d'aujourd'hui: savoir partager le pouvoir pour gagner du pouvoir. Il y va d'un apprentissage à la fois moral et politique. L'enjeu en est de parvenir à s'affranchir des trappes de l'égoïsme national, du chauvinisme, de l'utilitarisme, en intériorisant le fait que la satisfaction de mon intérêt propre est conditionnée à celle d'un intérêt commun, lequel ne saurait être préjugé. Cela suppose par conséquent une authentique écoute mutuelle des peuples et de leurs dirigeants, la capacité effective de se porter au point de vue d'autrui jusqu'à en faire pour soi comme une seconde nature; d'accéder, en d'autres termes, à une *pensée élargie*.

REFERENCES

- Ricœur, P. 1992, "Quel éthos nouveau pour l'Europe?", in P. Koslowski (ed.), *Imaginer l'Europe. Le marché européen comme tâche culturelle et économique*, Paris, Cerf, pp. 107-116;
- Taylor, Ch. 1994, *Le Malaise de la modernité*, Ch. Mélançon (translated by), Paris, Cerf.